



**Impact des IDE sur l'inclusion financière et la pauvreté dans le pays d'accueil : Cas des IDE marocains dans le secteur bancaire et financier en Afrique subsaharienne, MANSOURI, Z.<sup>1</sup> et AIT SOUSSANE, J.<sup>2</sup>**

1. Enseignante-Chercheuse, Laboratoire d'Economie et Management des Organisation (LEMO), Université Ibn Tofail, FEG, Kénitra, Maroc, [aminemansouri20@gmail.com](mailto:aminemansouri20@gmail.com)
2. Doctorant, Laboratoire d'Economie et Management des Organisation (LEMO), Université Ibn Tofail, FEG, Kénitra, Maroc, [jihad.aitsoussane@gmail.com](mailto:jihad.aitsoussane@gmail.com)

**Date de soumission :** 06/03/2021

**Date d'acceptation :** 27/04/2021

**Résumé :**

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, les IDE marocains en Afrique subsaharienne jouent un rôle dans le développement local dans les territoires investis. La présence du Maroc en Afrique subsaharienne est plus marquée dans le secteur bancaire avec un stock de 6.9 Milliards de dirham en 2015, soit 40,3% du total du stock des IDE marocains en Afrique subsaharienne. D'autre part, l'inclusion financière, comme étant un modèle d'entrepreneuriat social, est un outil important pour l'atténuation de la pauvreté.

A partir de cette réflexion, la problématique centrale se pose comme suit : dans quelle mesure l'inclusion financière modère l'impact des IDE marocains dans le secteur bancaire sur la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne ? A ce titre, nous avons employé un modèle empirique avec données de panel de dix-sept (17) pays subsaharien et 7 ans (de 2011 à 2017) en utilisant la méthode d'estimation d'EGLS/FGLS avec la spécification de White Cross-section.

Les résultats empiriques montrent que les IDE marocains bancaires impactent significativement et négativement le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne. En outre, l'indicateur de nombre des guichets automatiques, comme proxy de l'inclusion financière, modère négativement ledit impact, tandis que les deux autres indicateurs notamment les prêts impayés et le nombre de branches n'ont aucun effet significatif sur la pauvreté.

**Mots- clés :** IDE, inclusion financière, bancarisation, réduction de pauvreté, EGLS/FGLS.

# Impact of FDI on financial inclusion and poverty in the host country: Case of Moroccan FDI in the banking and financial sector in sub-Saharan Africa

## Summary :

Within the framework of South-South cooperation, Moroccan FDI in sub-Saharan Africa play a role in local development in the territories invested. Morocco's presence in sub-Saharan Africa is more marked in the banking sector with a stock of 6.9 billion dirhams in 2015, or 40.3% of the total stock of Moroccan FDI in sub-Saharan Africa. On the other hand, financial inclusion, as a model of social entrepreneurship, is an important tool for poverty alleviation.

From this reflection, the central issue arises as follows: to what extent does financial inclusion moderate the impact of Moroccan FDI in the banking sector on poverty reduction in sub-Saharan Africa? As such, we used an empirical model with panel data from seventeen (17) sub-Saharan countries and 7 years (from 2011 to 2017) using the EGLS / FGLS estimation method with the White Cross specification. -section.

The empirical results show that Moroccan bank FDI has a significant and negative impact on the poverty rate in sub-Saharan Africa. In addition, the indicator of the number of ATMs, as a proxy for financial inclusion, negatively moderates said impact, while the other two indicators, notably unpaid loans and the number of branches, have no significant effect on poverty.

**Keywords:** FDI, financial inclusion, banking, poverty reduction, EGLS / FGLS.

## **Introduction :**

Durant les deux dernières décennies, les banques marocaines ont commencé à manifester leur intérêt à ce continent tout en investissant dans plusieurs secteurs, dans le cadre d'un modèle de co-développement harmonieusement intégré, durable et équitable, qui a pour mission de consolider le positionnement du Maroc dans l'Afrique, et surtout dans la CEDEAO, et de renforcer la coopération Sud-Sud pour un gain mutuellement bénéfique (Rigar 2016).

Dans ce cadre, deux conventions ont été signées pour consolider le positionnement du secteur bancaire marocain dans le modèle du Social Business dans ledit continent. En détail, onze conventions ont été signées par la Banque Centrale Populaire (BCP), neuf conventions par Attijariwafa Bank (AWB) et une convention par BMCE Bank, pour couvrir des secteurs d'activités touchant les populations subsahariennes les plus défavorisées, ces activités concernent le financement des infrastructures nécessaires au développement humain et social, l'assistance des petits et moyens opérateurs agricoles, les ciments, l'immobilier, etc.

A cet effet, et à partir de la réflexion qui en découle, la problématique centrale de notre recherche se formule comme suit : dans quelle mesure les IDE marocains bancaires impactent-ils la pauvreté en Afrique subsaharienne ? Afin de répondre à la problématique ci-dessus, on cherche à identifier l'impact des IDE marocains dans le secteur bancaire en Afrique conjointement avec les indicateurs de l'inclusion financière sur la pauvreté à l'aide d'un modèle économétrique linéaire et l'estimation d'EGLS/FGLS.

Le présent article s'organise comme suit : la section 1 sera consacrée pour exposer la revue de littérature, théorique et empirique, sur l'impact des IDE sur l'inclusion financière et ainsi que la pauvreté dans le pays d'accueil, alors que la section 2 présentera le cadre empirique de notre étude à savoir le modèle à estimer et ses variables. Et finalement la section 3 discutera les résultats obtenus.

### **1. Impact des IDE et l'inclusion financière sur la pauvreté : Revue de littérature**

Dans la présente revue de littérature, nous exposerons en premier lieu l'impact des IDE sur la réduction de la pauvreté dans le pays d'accueil tout en argumentant théoriquement et présentant les études empiriques. En seconde lieu, nous présenterons la revue de littérature traitant le rôle de l'inclusion financière dans l'atténuation de la pauvreté. Le choix de ce facteur réside dans la nature des IDE objet de l'étude du présent article qui se focalise sur les IDE bancaires, et par conséquent, le choix de l'inclusion financière comme variable modératrice s'avère pertinent.

#### **1.1. Impact des IDE sur la réduction de la pauvreté dans le pays d'accueil :**

##### **1.1.1. Le cadre théorique de l'effet de l'IDE sur la réduction de la pauvreté :**

De Mello (1999) argue que l'augmentation du capital d'investissement résultant des flux entrants d'IDE dépend également de la substitution et de la complémentarité entre l'IDE et le capital domestique. D'ailleurs, plus l'IDE est complémentaire avec l'investissement domestique, plus sa

contribution à la réduction de la pauvreté est élevée. D'une autre part, si l'IDE se substitue à l'investissement domestique, ce qui induit l'éviction des entreprises nationales, l'effet de l'IDE sur le capital d'investissement total et la réduction de la pauvreté dépend de la question de savoir si l'effet d'éviction est entièrement compensé par d'IDE.

Selon Klein et al. (2001), l'IDE offre des avantages au pays d'accueil. Parmi ces avantages il y a l'augmentation du capital d'investissement essentiel pour la croissance économique, la technologie moderne et la création d'emploi. D'ailleurs, la croissance économique qui en résulte joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté. De plus, Sumner (2005) a souligné l'effet de l'IDE sur le capital d'investissement à travers l'effet net du compte de capital. Un transfert net positif sur le compte de capital conduit à une augmentation de l'investissement, ce qui se traduit par une forte croissance économique. L'effet de l'IDE sur le capital d'investissement dépend de l'effet net des entrées d'IDE et du rapatriement des bénéficiaires, des redevances et des prêts intra-filiales payés par la filiale étrangère.

De plus, Selon Klein et al. (2001), lorsque la FMN suit la «course vers le bas» (*race to bottom*), où les filiales cherchent des pays à faible coût de la main-d'œuvre, à faibles impôts et à faibles normes sociales, l'impact global d'IDE sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté est limité. D'autre part, lorsque la FMN suit la «course au sommet» (*race to the top*), les IDE conduisent à une amélioration du bien-être dans le pays d'accueil grâce à la croissance des revenus dedans au fil du temps.

Chang (2003) avance que l'effet de l'IDE sur le pays hôte peut varier selon la motivation de la FMN. D'ailleurs, lorsque l'IDE est de type «*Market-seeking FDI*» qui cherche la taille du marché, les effets se traduisent par une augmentation de la production locale et de l'emploi. Mais lorsqu'il s'agit de l'IDE cherchant la matière première «*Resources seeking FDI*», le pays d'accueil bénéficie des exportations, mais les effets sur l'emploi peuvent être ambigus. Lorsque les IDE sont de type qui cherche l'exportation, ses effets se traduisent en recettes d'exportation et au transfert technologique, car la filiale utilise une technologie de pointe pour produire des biens compétitifs destinés à aux marchés extérieurs à concurrence acharnée.

De surcroît, Sumner (2005) avance que les taxes payées par les filiales de la FMN améliorent les recettes publiques et renforcent la capacité de fournir des services de base et d'autres programmes de redistribution qui sont impératifs pour la réduction de la pauvreté. L'amélioration générale de la capacité du gouvernement à fournir une couverture étendue et de haute qualité des services de base est importante pour la réduction de la pauvreté. L'effet des impôts payés par les FMN sur la réduction de la pauvreté dépend de la taille des incitations fiscales gouvernementales offertes pour attirer les IDE. Un allègement budgétaire et des subventions excessifs pour l'IDE peuvent affaiblir le compte du gouvernement.

Meyer et Sinani (2009) arguent que le niveau de développement du pays d'accueil joue un rôle important dans l'effet des avantages de l'IDE sur la réduction de la pauvreté. D'ailleurs, Le niveau de développement économique détermine la capacité du pays d'accueil à rendre les entreprises domestiques capables de tirer profit de l'entrée d'IDE, la main-d'œuvre qualifiée nécessaire et la

capacité du pays d'accueil à élaborer des politiques d'attractivité des IDE contribuant à la réduction de la pauvreté. En outre, Kemeny (2010) avance que l'effet de l'IDE sur la réduction de la pauvreté est plus fort dans les pays à faible revenu avec des niveaux élevés de capacités sociales comprenant un cadre institutionnel de soutien, une communication efficace, un capital humain et un soutien aux infrastructures.

### **1.1.2. Revue empirique**

Hung (1999) a analysé des données de panel durant la période 1992-2002 pour 12 provinces et villes du Vietnam. En utilisant l'incidence de la pauvreté comme mesure de la pauvreté, il a conclu que l'IDE réduisait la pauvreté. Hung (1999) a constaté qu'une augmentation de 1% des IDE réduisait le nombre de personnes vivant dans la pauvreté de 0,05%. Jalilian et Weiss (2002) ont étudié un panel des pays du bloc ASEAN au cours de la période 1997-2007, en utilisant des données de panel non équilibré et le revenu des 20% les plus pauvres de la population comme variable proxy de la pauvreté. Les chercheurs ont trouvé que l'IDE a un impact positif sur la réduction de la pauvreté en augmentant le revenu de la population démunie.

Calvo et Hernandez (2006) ont étudié les pays de l'Amérique latine entre 1984 et 1998, en utilisant le taux de pauvreté et l'écart de pauvreté comme indicateurs de la pauvreté. Ils ont constaté que lorsque les IDE doublent, le taux de pauvreté diminue de 5,3%.

Gohou et Soumare (2012) ont travaillé sur un panel de 52 pays africains entre 1990 et 2007, en utilisant l'IDH et le PIB par habitant comme indicateurs de la pauvreté et la méthode de régression de 2SLS, ils ont trouvé une relation positive forte et significative entre l'IDE et la réduction de la pauvreté en Afrique. De surcroît, et en utilisant cinq intégrations régionales africaines, ils ont conclu que l'impact des IDE sur la réduction de la pauvreté était très différent d'une région africaine à l'autre. Zaman et coll. (2012) ont étudié le cas de Pakistan durant la période de 1985-2011.

En utilisant la méthode OLS, ils ont trouvé qu'une augmentation de 1% des IDE réduisait la pauvreté de 0,47% dans les zones urbaines, de 0,44% dans les zones rurales et de 0,46% au niveau national. Mahmood et Chaudhary (2012) ont également étudié le cas de Pakistan entre 1973 et 2003, en utilisant le dénombrement de la pauvreté comme proxy de la pauvreté. A travers la méthode ARDL, ils ont constaté que l'IDE réduisait la pauvreté au Pakistan.

Fowowe et Shuaibu (2014) ont travaillé sur un panel de 30 pays africains au cours de la période 1981-2011. En utilisant la méthode de GMM, ils ont trouvé que l'IDE était bénéfique pour la population pauvre. Ucal (2014) a analysé un échantillon de 26 pays en développement pour la période comprise entre 1990 et 2009. Il a trouvé un impact négatif de l'IDE sur la pauvreté dans certains pays, confirmant ainsi que l'IDE joue un rôle dans la réduction de la pauvreté dans le pays d'accueil. Bharadwaj (2014) ont pris un panel de 35 pays en développement de 1990 à 2004. En utilisant l'effectif et l'écart de pauvreté pour mesurer, il a constaté que l'IDE était bénéfique pour la réduction de la pauvreté dans les pays de l'échantillon. Israël (2014) a étudié le cas de Nigéria

en utilisant des séries chronologiques et le nombre de personnes pauvres de 1980 à 2009. Il a constaté que l'IDE avait un impact positif sur la réduction de la pauvreté.

## **1.2. Impact de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté dans le pays d'accueil ;**

Globalement, l'inclusion financière a été reconnue par tous comme un outil puissant pour lutter contre les trois maux : le chômage, les inégalités et la pauvreté. Outre la création de richesse et l'amélioration du bien-être des masses. Le terme d'inclusion financière a pris de l'importance au début des années 2000. En se focalisant sur la pauvreté, nous présentons la revue de littérature théorique et empirique comme suit :

### **1.2.1. Revue de littérature théorique**

Reconnaissant ce fait, le concept d'inclusion financière est devenu si important ces dernières années, tant au niveau mondial qu'international par les deux institutions, gouvernements et organisations non gouvernementales. Le rôle de l'inclusion financière dans la lutte contre la pauvreté est l'un des objectifs de développement durable ; Cela a amené presque tous les pays du monde à faire de l'inclusion financière une priorité dans le seul but d'atténuer le taux de pauvreté aux niveaux national et mondial. On a fait valoir qu'un taux élevé d'inclusion financière est souvent associé à un taux élevé d'investissement, d'emploi, de revenus élevés et de taux de pauvreté modéré, et que la croissance économique ne peut être maintenue que si un nombre important de la population dispose d'un large accès aux services financiers formels (Umar, 2013). En effet, l'inclusion financière stimule la demande effective, qui induit des investissements, génère des emplois et des revenus.

Martinez (2011) a également affirmé que l'inclusion financière contribuait à accélérer le développement et la croissance durables et inclusifs, grâce à une répartition efficace des ressources rares pour améliorer le bien-être de la société.

Les points de vue divergents sur le concept d'inclusion financière, le partenariat mondial et l'Alliance pour l'inclusion financière affirment que l'inclusion financière a une signification différente selon les circonstances. Dans le contexte de cette étude, l'inclusion financière est considérée comme un processus d'inclusion du segment défavorisé de la société qui a été historiquement exclu du système financier formel, grâce à la fourniture du produit financier formel à un coût abordable. Plusieurs initiatives et programmes visent à promouvoir l'inclusion financière dans le secteur bancaire dans de nombreux pays pour compléter les efforts des gouvernements visant à réduire l'exclusion financière. Par exemple, comptes de type «no-frills»<sup>1</sup> (2006) et «carte de crédit générale»<sup>2</sup> pour les personnes à faible revenu en Inde, promotion du compte courant à tout le monde en Allemagne, stratégie nationale d'inclusion financière de la Banque centrale du Nigéria, compte « low-cost »<sup>3</sup> (Mzansi) en Afrique du Sud (2004) et la

---

<sup>1</sup> Les comptes « No Frill » sont les comptes spécialement ouverts pour les personnes pauvres ou de classe inférieure et ces comptes ont certaines limitations quant à l'utilisation de ces comptes.

<sup>2</sup> Le terme « carte de crédit générale » est utilisé pour une petite carte en plastique émise par une banque ou un organisme financier, permettant au titulaire d'acquies des biens ou des services à crédit.

<sup>3</sup> Un compte « Low-cost » est un compte bancaire canadien dont le prix est de 4 \$ ou moins par mois.

Déclaration de Maya au Rwanda (2011) se sont engagés à accroître l'accès aux services financiers formels. En outre, d'autres institutions financières telles que des banques rurales, des institutions de microfinance, des coopératives d'épargne et de crédit, des clubs d'épargne et l'épargne tournante sont en augmentation dans la plupart des pays en développement, ce qui constitue un moyen de combler le vaste fossé de l'exclusion financière.

Des agences internationales telles que la Banque mondiale, le G20, le FMI, l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI) et le Groupe consultatif pour l'aide aux pauvres (CGAP) mènent de nombreuses politiques et initiatives pour réduire l'exclusion financière dans le monde. Ces agences, ainsi que les gouvernements de nombreux pays, se sont engagées à faire progresser les services financiers aux personnes n'ayant pas accès aux services financiers. Le Groupe de la Banque mondiale propose un ensemble complet d'instruments (financement, conseils en matière de politiques, données et assistance technique) à plus de 100 pays émergents et en développement afin d'accroître leur accès aux services financiers.

L'avènement des services financiers sur téléphone mobile réduirait considérablement l'exclusion financière. L'inclusion des services financiers mobiles dans l'enquête de la Banque mondiale sur l'inclusion financière a ramené le total des banques non bancarisées de 2,5 milliards en 2011 à 2 milliards en 2014 (Demirgüç-Kunt et al., 2015). L'utilisation des services financiers sur le téléphone mobile permet de surmonter les déficiences des infrastructures requises dans les banques et d'élargir l'inclusion financière en Afrique subsaharienne (Allen et al., 2014). Par exemple, le Kenya a mis en œuvre avec succès des services financiers sur téléphone mobile à la suite d'innovations similaires telles que G-Cash (2001) et Smart Money (2004) aux Philippines. Cela a considérablement amélioré les services de paiement, réduit les coûts et les délais, et atteint les bas revenus et les pauvres de manière moins coûteuse, plus sûre et plus pratique. L'accès aux services financiers est donc passé de 26% en 2006 à plus de 75% en 2016 (Mugo et Kilon, 2017).

### **1.2.2. Revue de littérature empirique**

Fadum (2014) a étudié le lien existant entre l'inclusion financière, la réduction de la pauvreté et la répartition du revenu dans les pays en développement, à l'aide de modèles à effets fixes et aléatoires. Signalé que l'inclusion financière est un outil viable pour lutter contre la pauvreté et la répartition des revenus. L'étude révèle également que l'élargissement de l'accès aux services financiers a un impact positif sur la création d'investissements et d'emplois et sur l'augmentation des revenus de la société.

Cyn-Young et Rogelio (2015) ont étudié l'inclusion financière, la pauvreté et les inégalités de revenus dans les pays en développement d'Asie, à l'aide d'un modèle à effets fixes et aléatoires. Signalé que le revenu par habitant, la primauté du droit et les caractéristiques démographiques de la population affectent considérablement le niveau d'inclusion financière. L'étude révèle en outre que l'inclusion financière réduit à son tour la pauvreté et les inégalités de revenus et que les dispositions en matière de pension de retraite pour les personnes âgées et les jeunes sont renforcées, le respect de la loi, le respect des contrats financiers, le contrôle de la réglementation



financière, un meilleur accès aux services financiers, réduire la pauvreté et combler l'écart d'inégalité des revenus.

Anwar et al. (2016) ont étudié le rôle de l'inclusion financière dans la réduction de la pauvreté en Indonésie à l'aide d'une méthode statistique descriptive. Signalé que l'inclusion financière a un effet négatif sur la réduction de la pauvreté mais qu'elle a un effet positif sur l'investissement, l'emploi et la croissance économique et réduit indirectement la pauvreté et les inégalités de revenus.

Coulibali et Yogo (2016) étudient l'effet des services financiers sur la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, à l'aide d'un modèle à effets fixes et à effets aléatoires. A signalé que l'amélioration de l'accès aux services financiers réduisait considérablement la pauvreté, en particulier dans les pays confrontés à l'instabilité macroéconomique. L'étude a également signalé que les obstacles à l'inclusion financière ont un effet positif sur la pauvreté et qu'un accès accru aux services financiers pour les personnes à faible revenu peut réduire le nombre de travailleurs pauvres.

Schmeid et Marr (2016) ont étudié l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté au Pérou à l'aide de modèles à effets fixes et à effets aléatoires. Signalé que l'inclusion financière n'a pas d'effet atténuant sur les indicateurs de pauvreté. Cependant, l'étude révèle également que l'accès aux technologies de communication joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté, car il crée des emplois et des revenus, en particulier dans les zones confrontées à un taux de chômage élevé.

Anwar et Amrullahi (2017) ont également étudié l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté en Indonésie en utilisant une régression multiple. Signalé que l'inclusion financière peut affecter la croissance économique globale et indirectement réduire la pauvreté, mais aggraver l'inégalité des revenus de manière marginale en raison des biais géographiques, de genre et d'âge dans l'inclusion financière.

Sanya et Olumide (2017) dans leur étude sur l'inclusion financière en tant qu'outil de réduction de la pauvreté chez Ekiti, en utilisant la régression multiple. L'inclusion financière est un outil efficace et important de lutte contre la pauvreté et crée des emplois, en particulier dans les zones rurales abritant la majorité de la population sans emploi. Ils révèlent en outre que l'âge, l'état matrimonial, le niveau de revenu, la religion, la discipline financière, l'utilisation de produits et services bancaires, la distance qui les sépare des fournisseurs de services financiers, l'accès au contrat politique par la taille du ménage et le sexe ont un impact significatif sur la réduction de la pauvreté.

Gunarsih et al. (2018), en Indonésie, ont étudié l'impact de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté à l'aide de statistiques descriptives. Ils ont indiqué que l'élargissement de l'accès aux services financiers avait un impact significatif sur la réduction de la pauvreté, mais que l'impact était plus prononcé dans les zones urbaines. Les zones rurales en raison de la concentration des prestataires de services financiers dans les centres urbains.



Abimbola et al. (2018) ont étudié l'inclusion financière en tant que catalyseur de la réduction de la pauvreté au Nigéria, à l'aide d'un modèle de régression multiple. Signalé que le solde moyen actuel et le compte d'épargne, le nombre moyen de clients de la banque de dépôt, la taille moyenne des prêts au secteur agricole ont un impact positif et significatif sur la réduction de la pauvreté. D'autre part, l'étude révèle également que le coût d'emprunt a un impact négatif sur l'atténuation de la pauvreté.

## 2. Modèle d'analyse

Afin de répondre à la problématique mentionnée dans l'introduction du présent papier, notre analyse empirique se fonde sur une méthodologie quantitative qui vise à tester les hypothèses de recherche. En conséquence, la modélisation économétrique s'avère la méthodologie pertinente au regard de ladite problématique qui met en question la relation de cause à effet. Premièrement, nous présentons le modèle empirique et les variables employés pour répondre à la problématique centrale. Deuxièmes, nous nous proposons les hypothèses de recherche objets des tests économétriques. Troisièmement, nous présentons les sources de données sur l'échantillon étudié.

### 2.1. Spécification du modèle

Suivant la problématique susmentionnée, nous formulons un modèle empirique dans la mesure où la variable explicative (exogène) est les IDE et la variable à expliquer (endogène) est le taux de pauvreté, la variable modératrice serait l'inclusion financière en utilisant trois proxys. Ce modèle se présente comme suit :

$$POV_{it} = b_0 + b_1 IDE_{it} + b_2 (IDE.BR)_{it} + b_3 (IDE.GAB)_{it} + b_4 (IDE.PI)_{it} + \mu_{it}$$

Avec :

$POV_{it}$  : Le pourcentage de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté d'un pays i dans l'année t ;

$IDE_{it}$  : Les flux nets des IDE marocains dans le pays i dans l'année t ;

$BR_{it}$  : Nombre de branches pour 100.000 adultes dans le pays i dans l'année t ;

$GAB_{it}$  : Nombre de guichets automatiques bancaires pour 100.000 adultes dans le pays i dans l'année t

$PI_{it}$  : Nombre de prêts impayés pour 1.000 adultes dans le pays i dans l'année t ;

$\mu_{it}$  : Le terme d'erreur.

Le tableau figurant ci-dessous représente l'ensemble des variables utilisées dans notre étude :

**Tableau 1 : Récapitulatif des variables d'inclusion financière du modèle à estimer**

<b>Variables d'inclusion financière</b>	<b>Désignation</b>
<b>GAB</b>	Indique le nombre total de distributeurs automatiques par 100 000 adultes dans le pays déclarant. Calculé en (nombre de guichets automatiques) * 100 000 / population adulte dans le pays déclarant. Les guichets automatiques sont des dispositifs de télécommunication informatisés qui offrent aux clients d'une institution financière un accès à des transactions financières dans un lieu public.
<b>BR</b>	Indique le nombre de succursales de banques commerciales pour 100 000 adultes dans le pays déclarant. Calculé comme suit (nombre d'établissements + nombre de succursales) * 100 000 / population adulte dans le pays déclarant.
<b>PI</b>	Emprunts non remboursés pour 1 000 adultes

Source : Elaboration des auteurs.

## **2.2. Les hypothèses de recherche :**

En s'inspirant de la littérature, nous formulons les hypothèses de recherche comme suit :

**H1** : les IDE marocains dans le secteur bancaire africain impacte négativement le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne.

**H2** : L'inclusion financière modère négativement l'impact lesdits IDE sur le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne

- **H21** : Le nombre des guichets automatiques modère négativement l'impact lesdits IDE sur le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne.
- **H22** : Le nombre de succursales de banques commerciales modère négativement l'impact lesdits IDE sur le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne.
- **H23** : Le taux des emprunts non remboursés modère négativement l'impact lesdits IDE sur le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne.

A travers l'étude empirique et les tests économétriques présentés ci-avant, nous arriverons à confirmer ces hypothèses.

## **2.3. Sources de données :**

Pour déterminer l'impact des IDE marocains dans le secteur bancaire africain sur la pauvreté à travers l'inclusion financière, la présente analyse empirique se base sur des données de panel de dix-sept (17)<sup>1</sup> pays subsahariens au cours d'une période de 7 ans (de 2011 à 2017). Le choix de l'échantillon objet de l'étude empirique se justifie par la disponibilité des données et la significativité des IDE marocains dans ces pays. Les données sur les IDE sont collecté auprès les

<sup>1</sup> Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Cote d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Mali, Maurice, Niger, Nigeria, République Centrafricaine, Sénégal, Tanzanie et Tchad.

statistiques publiées par l'Office des Change<sup>1</sup>, tandis que les variables d'inclusion financière et de la pauvreté sont extraites de la base des données fournies par la Banque Mondiale<sup>2</sup>.

### 3. Résultats et discussion

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des résultats empiriques en utilisant quatre spécifications de modèle afin d'obtenir le maximum de résultat et en testant la robustesse de chaque spécification comme suit :

**Tableau 2 : Récapitulatif des résultats empiriques**

Spécifications	1	2	3	4
Variables	Coefficient	Coefficient	Coefficient	Coefficient
C	14.10832***	13.69236***	13.80969***	14.55987***
IDE	-0.517262**	-0.116782***	-0.113476***	-0.532864***
IDE.GAB	-0.31334*	-0.017215***	-	-0.326140***
IDE.PI	-0.000173***	0.000613***	0.000659***	-
IDE.BR	0.520178	-	-0.027783***	0.553664***
R2 ajusté	0.941180	0.939119	0.947974	0.829743
DW statistic	0.00000	0.00000	0.0000	0.0000
F statistic	44.00304***	61.70234***	98.17934***	25.36738***
Jarque-Bera statistic	1.229741	1.27154	1.109027	1.507434

Note : \*\*\*, \*\* et \* significatif au risque de 1%, 5% et 10% respectivement. La variable dépendante est POV. La méthode d'estimation utilisée est l'EGLS/FGLS (Estimated/Feasible Generalized Least Squares) avec l'utilisation de White Cross-section pour éviter la dépendance transversale.

Source : Estimations des auteurs.

Tout d'abords, la présente analyse empirique emploie la méthode d'estimation d'EGLS (*Estimated Generalized Least Squares*) qui est connu aussi sous le nom de FGLS (*Feasible GLS*). Le modèle de GLS est une généralisation de la régression OLS, qui assouplit l'hypothèse selon laquelle les erreurs sont homoscédastiques et non corrélées. L'utilisation de cette méthode d'estimation est efficiente lorsqu'il y a une autocorrélation et hétéroscédasticité entre les erreurs, et puisque nous observons qu'il existe une parfaite autocorrélation positive entre les erreurs (Les statistiques de Durbin-Watson sont égales à 0), nous procédons à l'estimation d'EGLS. De surcroît, puisque notre panel présente une hétéroscédasticité et une corrélation entre les erreurs simultanément et dans le temps, nous utilisons uniquement les estimateurs efficaces de *White Cross-section* parce qu'ils sont robustes à l'hétéroscédasticité et à la dépendance transversale (entre les sections). Il sied de signaler que l'échantillon objet de l'analyse empirique a une petite taille en raison de l'absence des données ce qui explique l'impossibilité d'étudier la stationnarité des séries ainsi qu'autres fonctionnalités.

De surcroît, et comme mentionné ci-avant, une autocorrélation positive parfaite indique une mal spécification de l'allure de la courbe représentant l'impact des IDE sur la pauvreté, de ce fait, la

<sup>1</sup> <http://oc.gov.ma>

<sup>2</sup> <https://databank.worldbank.org/source/g20-financial-inclusion-indicators#>

présence des données ayant une valeur négative nous empêche d'adopter une forme non linéaire.

**Pour la première spécification**, nous avons employé les trois variables proxys de l'inclusion financière comme des variables modératrices des IDE à côté de la constante et la variable explicative principe IDE. Les résultats nous montrent que les IDE marocains dans le secteur bancaire africain contribuent significativement dans la baisse de taux de pauvreté au seuil de risque de 5%. D'ailleurs, lorsque les IDE marocains augmentent de 1 million de dirham, le taux de la population qui vit sous le seuil de pauvreté baisse de 0.52%. D'autre part, l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires et les distributeurs automatiques (IDE.GAB) a un impact négatif sur la pauvreté en Afrique au seuil de significativité de 10% avec un pourcentage égal à 0.31%.

Également, l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires et le taux d'emprunt non remboursé (IDE.PI) a un impact négatif de 0.0000173 sur le taux de la pauvreté en Afrique au seuil de significativité de 1%. Cependant, l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires et le nombre de succursale bancaire (IDE.BR) n'a aucun impact significatif sur le taux de la pauvreté en Afrique.

Généralement, le modèle nous montre que les IDE marocains ont un impact significatif sur la réduction de la pauvreté en Afrique et que l'inclusion financière joue un rôle positif dans cet impact. Le modèle est significatif puisque la statistique de Fisher ( $F=44.00304$ ) soit significative au seuil de 1% avec un coefficient de détermination ajusté ( $\bar{R}^2$ ) égale à 94% et une distribution normale des résidus (le test de Jarque-Bera confirme l'hypothèse nulle de la distribution aléatoire des résidus).

**Pour la deuxième spécification**, nous avons employé les deux variables proxys de l'inclusion financière (GAB et PI). Encore une fois, les résultats empiriques nous montrent que les IDE marocains dans le secteur bancaire africain contribuent significativement dans la baisse de taux de pauvreté au seuil de risque de 1%. D'ailleurs, lorsque les IDE marocains augmentent de 1 million de dirham, le taux de la population qui vit sous le seuil de pauvreté baisse de 0.12%. D'autre part, l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires et les distributeurs automatiques (IDE.GAB) a un impact négatif sur la pauvreté en Afrique au seuil de significativité de 1% avec un pourcentage à 0.017%. Cependant, l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires et le taux d'emprunt non remboursé (IDE.PI) a un impact positif de 0.000613 sur le taux de la pauvreté en Afrique au seuil de significativité de 1%.

Généralement, le modèle nous montre que les IDE marocains ont un impact significatif sur la réduction de la pauvreté en Afrique et que l'inclusion financière joue un rôle ambigu dans cet impact. Le modèle est significatif puisque la statistique de Fisher ( $F=98.17934$ ) soit significative au seuil de 1% avec un coefficient de détermination ajusté ( $\bar{R}^2$ ) égale à 95% et une distribution normale des résidus (le test de Jarque-Bera confirme l'hypothèse nulle de la distribution aléatoire des résidus).

**Dans la troisième spécification**, nous avons utilisé deux variables proxys de l'inclusion financière (PI et BR). Les résultats empiriques nous montrent que les IDE marocains dans le secteur bancaire africain contribuent significativement dans la baisse de taux de pauvreté au seuil de risque de 1%. D'ailleurs, lorsque les IDE marocains augmentent de 1 million de dirham, le taux de la population qui vit sous le seuil de pauvreté baisse de 0.11%. D'autre part, l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires et le nombre de succursale bancaire (IDE.BR) a un impact négatif sur la pauvreté en Afrique au seuil de significativité de 1% avec un pourcentage égal à 0.027783%. Cependant, et comme dans la deuxième spécification, l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires et le taux d'emprunt non remboursé (IDE.PI) a un impact positif de 0.000659% sur le taux de la pauvreté en Afrique au seuil de significativité de 1%.

Généralement, le modèle nous montre que les IDE marocains ont un impact significatif sur la réduction de la pauvreté en Afrique et que l'inclusion financière encore joue un rôle ambigu dans cet impact. Le modèle est significatif puisque la statistique de Fisher ( $F=61.70234$ ) soit significative au seuil de 1% avec un coefficient de détermination ajusté ( $\overline{R^2}$ ) égale à 94% et une distribution normale des résidus (le test de Jarque-Bera confirme l'hypothèse nulle de la distribution aléatoire des résidus)

**Pour la quatrième spécification**, nous avons employé les deux variables proxys de l'inclusion financière (GAB et BR). Encore une fois, les résultats empiriques nous montrent que les IDE marocains dans le secteur bancaire africain contribuent significativement dans la baisse de taux de pauvreté au seuil de risque de 1%. D'ailleurs, lorsque les IDE marocains augmentent de 1 million de dirham, le taux de la population qui vit sous le seuil de pauvreté baisse de 0.53%. D'autre part, l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires et les distributeurs automatiques (IDE.GAB) a un impact négatif sur la pauvreté en Afrique au seuil de significativité de 1% avec un pourcentage égal à 0.33 %, ce résultat confirme les deux premières spécifications. Cependant, l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires et le nombre de succursale bancaire (IDE.BR) n'a aucun impact significatif sur le taux de la pauvreté en Afrique.

Généralement, le modèle nous montre que les IDE marocains ont un impact significatif sur la réduction de la pauvreté en Afrique et que l'inclusion financière joue un rôle ambigu dans cet impact. Le modèle est significatif puisque la statistique de Fisher ( $F=25.36738$ ) soit significative au seuil de 1% avec un coefficient de détermination ajusté ( $\overline{R^2}$ ) égale à 83 % et une distribution normale des résidus (le test de Jarque-Bera confirme l'hypothèse nulle de la distribution aléatoire des résidus).

**Interprétation générale :** à travers les diverses spécifications, nous avons arrivé à tester la robustesse et significativité de tous les modèles empiriques en utilisant la méthode d'estimation d'EGLS/FGLS avec White Cross-section pour éviter les problèmes liés à l'existence de l'hétéroscadascité et l'auticorélation comme montré par le paramètre de Durbin-Watson. De plus, tous les modèles ont des erreurs qui sont distribués aléatoirement puisque le test de Jarque-Bera confirme l'hypothèse nulle de normalité résiduelle.

Et finalement, les coefficients de détermination ajusté ( $\overline{R^2}$ ) s'oscillent entre 83% et 95% ce qui constitue une forte robustesse de modèle. À cet effet, nous nous basons sur les estimations pour confirmer les hypothèses formulées dans la section 2.2 comme suit :

- H1 : nous confirmons l'hypothèse selon laquelle les IDE marocains dans le secteur bancaire africains participent significativement dans la réduction de la pauvreté dans les pays subsahariens. Cet impact est estimé de 0.11% à 0.53%.
- H21 : nous confirmons également l'hypothèse selon laquelle le nombre des guichets automatiques en Afrique joue un rôle négatif dans l'impact desdits IDE sur le taux de pauvreté en Afrique. Toutes les estimations s'accordent sur l'impact négatif avec différents degrés allant de 0.017 à 0.32%. Ce résultat confirme la majorité des résultats empiriques tels que trouvés par Abimbola et al. (2018)
- H22 : nous ne pouvons ni confirmer ni infirmer cette hypothèse dans la mesure où les trois estimations sont hétérogènes. La première constate un effet non significatif, la deuxième indique un effet négatif et la troisième indique un effet positif. De ce fait, on ne peut pas conclure que le nombre de succursale joue un rôle dans l'impact des IDE marocains bancaires sur le taux de pauvreté en Afrique.
- H22 : cependant, nous infirment l'hypothèse que le taux de prêts impayés modère négativement l'impact desdits IDE sur la pauvreté en Afrique. Deux estimations entre trois montrent que l'effet combiné de l'augmentation des IDE bancaires marocains en Afrique et le taux des prêts impayés impactent positivement le taux de pauvreté avec un chiffre estimé de 0.00061 à 0.00065%. Ce résultat confirme ceux trouvés par Anwar et al. (2016).

### **Conclusion et perspectives :**

L'investissement direct étranger constitue un catalyseur de la croissance économique et générateur d'emploi pour l'économie d'accueil et par conséquent, sur la réduction de la pauvreté. D'ailleurs, l'impact de l'IDE sur le pays d'accueil est conditionné et/ou soutenu par plusieurs facteurs tels que le niveau de développement et le capital humain. Toutefois, le présent article traite le cas des IDE dans le secteur bancaire, ce qui s'avère judicieux de prendre l'inclusion financière comme la variable modératrice qui modifie plus ou moins l'impact des IDE bancaire sur le taux de la pauvreté dans le pays d'accueil.

À la lumière de la littérature existante, notre étude a montré que les investissements directs étrangers marocains dans le secteur bancaire en Afrique, d'une manière directe, impactent significativement l'atténuation de la pauvreté dedans, et d'une manière indirecte à travers la modération de l'inclusion financière et la bancarisation et surtout l'indicateur de la disponibilité des guichets automatiques. Ces résultats font la preuve que les investisseurs marocains suivent la stratégie du Royaume qui fixe le co-développement comme objectif mutuellement achevable et durable.

Cependant, notre analyse empirique souffre quelques limites notamment l'absence des données concrète sur le taux de pauvreté en Afrique ce qui nous impose de limiter les méthodes d'estimation et d'extraire davantage des connaissances sur ledit sujet. Par ailleurs, les prochains projets de recherche visent à combler les limites rencontrées en recourant aux indicateurs de pauvreté pluridimensionnelle et qui sont valables pour une recherche empirique moins restreintes.

### **Bibliographie :**

- Allen, F., Carletti, E., Cull, R., Senbet, L., et Valenzuela, P. (2014). The African financial development and financial inclusion gaps. *Journal of African Economies*, 23 (1), 614- 642.
- Anwar, A. Uppun, P. et Reviani, I.T.A . (2016). The Role of Financial Inclusion in Poverty Reduction in Indonesia. *Journal of Business and Management* , Vol. 18(6), 37-39.
- Anwar, A., et Amrullahi, A. (2017). The Impact of Financial inclusion Towards Poverty Reduction Indonesia, *Advances in Economics, Business and Management Research*, Vol. 40.
- Calvo, C.C., et Hernandez, M.A. (2006). Foreign direct investment and poverty in Latin America, Leverhulme, Centre for Research on Globalisation and Economic Policy, University of Nottingham.
- Bharadwaj, A. (2014). Reviving the globalisation and poverty debate: Effects of real and financial integration on the developing world, 'Advances in Economics and Business' no. 2(1).
- Chang, H. (2003). Trade and Industrial Policy Issues, [in:] Ha Joon (eds) *Rethinking Development Economics*. London, Anthem Press.
- Cyn-Young, T., et Rogelio, R. (2015). Financial Inclusion, Poverty and Income Inequality in Developing Asia. *ADB Economic Working Paper Series*, No,426.
- De Mello, L.R. Jr, (1999). Foreign direct investment-led growth: Evidence from time series and panel data, 'Oxford Economic Papers', no. 51.
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D. et Oudheusden, P. V. (2015). The Global Findex Database 2014: Measuring financial inclusion around the world (World Bank Policy Research Working Paper, 7255). Washington, DC: World Bank.
- Fadum, S. O. (2014). Financial Inclusion as a Tool for Poverty Alleviation and Income Redistribution in Developing Countries: Evidence from Nigeria. *Academic Research International* , Vol. 5(3).
- Fowowe, B., et Shuaibu, M.I. (2014). Is foreign direct investment good for the poor? New evidence from African Countries, *Eco Change Restruct*, no. 47.
- Gohou, G., et Soumare, I. (2012). Does foreign direct investment reduce poverty in Africa and are there regional differences, 'World Development,' no. 40(1).
- Gunarsih, T., Sayekti, F., et Dewenti, R. L. (2018). Financial Inclusion and Poverty Alleviation: Evidence From Indonesia. *International Journal of Economics, Business and Mngement Research*, Vol.2(3).
- Hung, T.T. (1999). Impact of Foreign Direct Investment on Poverty Reduction in Vietnam, *IDS Program, GRIPS*.
- Israel, A.O. (2014). Impact of foreign direct investment on poverty reduction in Nigeria, *Journal of Economics and Sustainable Development*, no. 5(20).
- Jalilian, H., et Weiss, J. (2002). Foreign direct investment and poverty in the ASEAN region, 'ASEAN Economic Bulletin', no. 19(3).



- Kemeny, T. (2010). Does foreign direct investment drive technological upgrading?, 'World Development', no. 38 (11).
- Klein, M., Aaron, C., et Hadjimichael, B. (2001). Foreign Direct Investment and Poverty Reduction. Policy Research Working Paper 2613, World Bank.
- Mahmood, H., et Chaudhary, A.R. (2012). A contribution of foreign direct investment in poverty reduction in Pakistan, 'Middle East Journal of Scientific Research' no. 12(2).
- Martinez, M. V. (2011). The Political Economy of Increasing Financial Access. Georgetown: georgetown University Press.
- Meyer, K.E. et Sinani, E. (2009). When and where does foreign direct investment generate positive spillover? A meta-analysis, 'Journal of International Business Studies', no. 40 (7).
- Mugo, M., et Kilonzo, E. (2017). Community-level impacts of financial inclusion in Kenya with particular focus on poverty eradication and employment creation (Central Bank of Kenya May, 2017).
- Rigar, S.d. (2016). Les relations économiques entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne comme modèle de coopération sud-sud : quelle synergie pour une intégration économique régionale. Article présenté dans le cadre du colloque « Les relations Maroc-Africaine : enjeux et perspectives », Marrakech 17 Mai 2014.
- Sanya, O., et Olumide, F.F. (2017). Financial Inclusion as an Effective Tool of Poverty Alleviation: A case of Ekiti State. Journal of Economic and Finance, Vol. 8(4), 01-10.
- Schmeid, J., et Marr, A. (2016). Financial Inclusion and Poverty: The Case of Peru. Regional and Sectorial Studies, Vol. 16(2).
- Sumner, A. (2005). Is foreign direct investment good for the poor? A review and stocktake, 'Development in Practice', no. 15 ( 3/4).
- Ucal, M.S. (2014). Panel data analysis of foreign direct investment and poverty from the perspective of developing countries, 'Social and Behavioral Science', no. 109.
- Umar, A., (2013). Cross-country variation in household access to financial services. Journal of Banking and Finance 32(1), 2493 – 2500.
- Zaman, K., Khan, M.M., et Ahmad, M. (2012). The relationship between foreign direct investment and pro-poor growth policies in Pakistan: The new interface, 'Economic Modelling' no. 29.